

Willy Borsus n'a plus que neuf mois pour finaliser ses réformes

LE RÉSUMÉ

Willy Borsus, ministre-président wallon est «satisfait des 40 réformes menées en un an».

Il souhaite aussi reconduire l'alliance MR-cdH pour la prochaine législature.

L'exécutif wallon s'est mis au vert dans le domaine du château de La Hulpe. Quatre grands dossiers sont encore sur la table.

GATIEEN LAMBERT

La durée de vie du gouvernement wallon MR-cdH est de 22 mois. Il lui en reste neuf pour accomplir toutes les réformes promises. Willy Borsus (MR), le ministre-président wallon, se félicitait ce jeudi, sur les ondes de la RTBF, du fait «qu'à peu près 80% de notre déclaration de politique régionale est déjà accomplie ou en voie d'aboutissement». Avant de partir vers le château de La Hulpe pour une réunion de travail avec ses ministres, il a admis qu'il restait «quelques dossiers» sur la table. Décortiquons.

1 Le photovoltaïque et «la dette Nolle»

Le 16 juillet dernier, Jean-Luc Crucke (MR), ministre régional de l'Énergie, désirait une

approche globale sur la thématique des certificats verts «avant la trêve estivale». L'été est dernière nous et rien n'est encore sur la table. Mais «une solution est à l'étude», tempère Willy Borsus, sans en dire plus. «C'est une proposition dans un dossier gigantesque puisqu'il s'agit du soutien à la production d'énergie renouvelable à l'avenir mais aussi d'une solution pour le dossier Solwatt. Un dossier qui concerne le photovoltaïque avec un ensemble d'endettement, cette fameuse dette Nolle, d'1,6 milliard d'euros.»

La solution miracle reste pour l'instant secrète. Chose certaine, la proposition ne sera pas celle retenue par la «task force». Dans un premier temps, l'idée planait d'instaurer une taxe de 45 euros par ménage pour apurer le système. Willy Borsus balaye cette idée du revers de la main. «Il n'y aura pas de nouvelles taxes sous ce gouvernement wallon pour le photovoltaïque. Nous ne sommes pas ici pour prélever de l'argent dans les poches du citoyen.» Pour les 80.000 familles qui avaient reçu comme engagement d'avoir quinze ans d'octroi de certificats verts, rabotés ensuite à dix ans, le ministre-président veut «hono-

rer l'engagement qui avait été pris, même si cet engagement a déjà été déchiré par des gouvernements précédents».

2 La réforme des provinces

Les provinces sont (à nouveau) dans les cartables de la rentrée. Ne parlez plus de suppression mais de «refonte». Le gouvernement wallon veut «transférer certaines compétences en matière touristique, en matière d'enseignement ou autre, de manière à ce que ces compétences soient rationalisées». Et d'ajouter: «nous escomptons sur ce dossier un dépôt sur la table du gouvernement courant de ce mois de septembre, maximum en octobre.»

3 Le dossier Nethys et la bonne gouvernance

Stéphane Moreau est toujours à la tête de Nethys? Mais «tous les décrets gouvernance ont été adoptés et le plafonnement des rémunérations est une réalité», insiste le ministre-président. «Nous attendons pour les toutes prochaines semaines une proposition concernant l'avenir des activités du groupe, c'est-à-dire le transfert des activités du groupe de manière à garantir l'emploi et aussi clôturer ce dossier gouvernance. Sur ce dossier, nous avons suivi le programme du gouvernement».

4 Alléger les structures de la fonction publique

Ce dossier va-t-il attiser le climat social? Il est en effet sensible: il s'agit de s'attaquer à la réforme de la fonction publique. Libéraux et humanistes veulent «alléger les structures».

Comment? En diminuant le nombre de chefs de 10%. «Diminuer le nombre de fonctions dirigeantes dès l'instant où on estime qu'elles ne sont pas absolument nécessaires et par ailleurs, rationaliser les directions générales», justifie Willy Borsus. Mais que faire avec ces chefs qui pourraient perdre leur poste? «On expliquera comme au grand public que chaque euro wallon doit être investi de manière utile et que l'on doit mobiliser les moyens de façon efficace. Cela veut dire que des personnes seront localisées dans un pool en réserve, pour de futures désignations; lorsque des fonctions seront vacantes, ces personnes seront alors affectées à ces postes vacants. Il y a une série de fonctions qui ne seront pas pourvues à l'avenir. Ce n'est ni un procès, ni une appréciation négative envers l'administration wallonne, je tiens à le souligner».

Willy Borsus a également souhaité poursuivre ces réformes, avec les mêmes acteurs, en reconduisant l'alliance MR-cdH après les élections de 2019.

«Il n'y aura pas de nouvelles taxes sous ce gouvernement wallon pour le photovoltaïque.»

WILLY BORSUS
MINISTRE-PRÉSIDENT WALLON